

NUMERO SPECIAL

L'empire colonial français dans les années 1930



La notion d'empire était une légitime fierté française à l'époque.

Ce rêve d'une « plus grande France » s'accompagne d'un triomphe du colonialisme en métropole, alors même que la contestation croissante des colonisés montre que les réalités coloniales en sont, souvent, bien éloignées. Encore de nos jours seule la France y est mise en exergue. Pourquoi ?

L'ALGERIE

La conquête de l'Algérie par la France se réalise en plusieurs étapes distinctes, du débarquement de l'armée d'Afrique à SIDI-FERRUCH le 14 juin 1830, commandée par le général de BOURMONT, et s'achève pour l'essentiel lors de la reddition formelle de l'émir ABD-EL-KADER au duc d'Aumale, le 23 décembre 1847. Cette phase principale de la conquête se termine par l'annexion de l'Algérie à la République française, via la création des départements français d'Algérie en décembre 1848. Des campagnes de pacification du territoire continuent cependant de se dérouler durant les décennies qui suivent, et la conquête du Sahara n'est achevée qu'en 1902.

Dès 1830, la conquête de l'Algérie est accompagnée d'une colonisation de peuplement : les militaires français deviennent des colons en s'installant et aménageant le territoire conquis. Les pionniers sont par la suite rejoints par des compatriotes tels les Corses ou les Alsaciens-Lorrains dont la région a été annexée par l'Allemagne en 1870, et également par des immigrants étrangers arrivant par vagues successives des pays méditerranéens frontaliers, surtout d'Espagne, mais aussi d'Italie et de Malte, possession britannique depuis 1814. Les ressortissants d'Allemagne et de Suisse sont également encouragés à prendre part à la colonisation.



ABD-EL-KADER (1808/1883)



DE-BOURMONT (1773/1846)

Depuis sa conquête qui s'est étalée de 1830 à 1847 l'Algérie eut à subir des insurrections (1871, 1916 et 1945 notamment).

8 MAI 1945



A l'occasion de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie, à laquelle ont participé des dizaines de milliers d'Algériens, plusieurs manifestations planifiées et prétendues pacifiques sont organisées par le mouvement nationaliste, dans l'Est de l'Algérie.



MESSALI Hadj (1898/1974)

A 300 kilomètres d'ALGER, à SETIF, un cortège se dirige vers le quartier européen en portant des pancartes : « Nous voulons être vos égaux », « Libérez Messali »... (MESSALI Hadj, le chef du principal mouvement nationaliste, a été, peu de temps avant, arrêté et exilé au Gabon). En tête, un musulman brandit le drapeau algérien. Une fillette, âge de 9 ans, Arlette NAKACHE est tuée devant le *Café de France* ; la police se précipite. L'émeute de SETIF n'est pas due à l'indignation provoquée parmi les manifestants par la mort du porte-drapeau Saâl BOUZID, mais à une véritable insurrection armée qui a fait 34 morts et des dizaines de blessés européens à SETIF.

La manifestation dégénère, et s'étend dans tout le Nord constantinois où aveuglement des « Français » sont tués dans d'horribles conditions. 103 morts, côté français, seront dénombrés les jours suivants dans la région du Nord Constantinois. Il y eut des répressions françaises entraînant des victimes algériennes mais aussi 800 indigènes francophiles assassinés par les émeutiers... Les nécessités de la propagande ont conduit à gonfler les chiffres des victimes : dès le mois de mai 1945 la radio du CAIRE parle de 45 000 victimes !

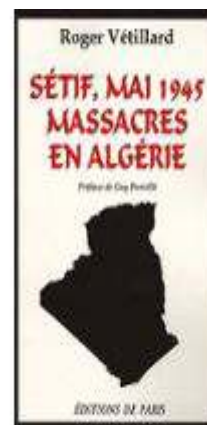
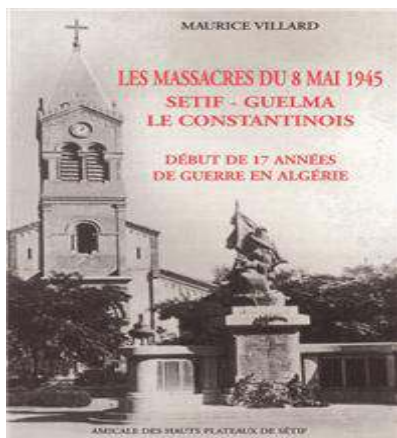


TUBERT Paul (1886/1971)

http://www.senat.fr/senateur-4eme-republique/tubert_paul0556r4.html

Extrait du Rapport TUBERT :

« ...Au total, d'après les renseignements fournis à la Commission par le service de la Sécurité Générale 102 européens ont été assassinés, plusieurs femmes, dont une de 84 ans, ont été violées. Les cadavres, dans la plupart des cas ont été affreusement mutilés, les parties sexuelles coupées et placées dans la bouche, les seins des femmes arrachés et les émeutiers s'acharnaient sur les cadavres pour les larder de coups de couteau. Les troupes, sous le commandement du Général Duval qui est à la tête de la Division territoriale de Constantine, ont dû intervenir. Des éléments marocains, sénégalais et de la Légion Étrangère ont été amenées pour réprimer les émeutes. Le Général Duval a déclaré verbalement à la Commission qu'au cours des opérations de répression 12 militaires avaient été tués et 20 blessés.... »



Le MYTHE des 45 000 Musulmans victimes de la répression –

Auteur : Général Henry MARTIN, Commandant le 19^{ème} Corps en Algérie de 1944 à 1946.



Général Henry MARTIN (1888/1984)

« Un mythe consiste à grossir démesurément un fait réel – ou un noyau de faits réels - à l'enrichir de détails propres à encourager la fraternité, ou à exciter les haines. Comme la langue d'Esopé, c'est la meilleure ou la pire des choses.

« Le mythe des représailles massives qui, en 1945, autour de SETIF et de GUELMA, auraient été exercées par des colons ou des fonctionnaires survivants (après le massacre initial d'une centaine d'Européens) ainsi que par les troupes chargées de rétablir l'ordre, a été soigneusement entretenu par les partisans de l'indépendance algérienne. Il a développé chez les musulmans d'Algérie, surtout parmi les jeunes, un désir de vengeance. Et, en 1954, les « *filis de la Toussaint* », comme les nomme Yves COURRIERE, y trouvèrent un bon motif pour abattre, à KHENCHELA et dans l'Aurès, sans aucune provocation, un officier, un caïd et un jeune ménage d'instituteurs.

« A la base de ce mythe, précisons-les faits de 1945 :

8 mai, à SETIF et dans un rayon de 100 km, explosion d'une sorte de guerre sainte, aux cris de DJIHAD ! Attaque des Européens rencontrés non seulement dans les rues de SETIF, mais sur les routes, dans les villages, les fermes isolées, les maisons forestières. Dès le lendemain, extension du soulèvement autour de GUELMA.

« Le gouverneur général, Yves CHATAIGNEAU, responsable de la sécurité intérieure et extérieure de l'Algérie, requiert l'intervention des forces armées de terre, de mer et de l'air dans le cadre du plan établi en 1944, pour le cas de troubles, par le général CATROUX, ministre délégué pour l'Afrique du Nord. Dans la zone insurgée, il rend les pouvoirs de l'état de siège à l'armée, qui en avait été dessaisie en 1944.



« Affrontements armés entre les troupes et les insurgés au cours des opérations de dégagement tant des agglomérations comme GUELMA que des villages comme CHEVREUL et KERRATA, des fermes, des maisons forestières (notamment des BABORS). Les troupes étant essentiellement musulmanes (Tirailleurs, Spahis, Goumiers), aucun motif raciste dans ce rétablissement de l'ordre ni dans la recherche des meneurs qui a suivi. Quelques réactions regrettables de la part d'Européens bouleversés en retrouvant, autour de GUELMA, des parents ou des amis sauvagement éventrés. Ce furent des cas isolés, non des représailles massivement organisées. Mais pour soutenir, de l'extérieur, le soulèvement, les « *Frères Musulmans* » lancent, sur les ondes de la radio du CAIRE, la fable de 45 000 musulmans systématiquement massacrés dans le Constantinois, procédé de guerre psychologique propre à donner mauvaise conscience aux Français non musulmans d'Algérie, comme à ceux de la métropole.

« Le ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire, TIXIER, vient personnellement enquêter en Algérie. Le gouverneur général Yves CHATAIGNEAU fait comparer le nombre des cartes d'alimentation présentées après les événements avec le nombre des cartes distribuées auparavant. On aboutit à une différence d'environ un millier, calcul assurément approximatif, mais qui donne un ordre de grandeur bien éloigné des 35 000 musulmans prétendus massacrés, chiffres lancés par la radio du CAIRE. Cependant, l'escalade se poursuit dans la radio, dans la presse, dans les livres ; on parle de 45 000 et jusqu'à 60 000 !...Le mythe était lancé !

« Or les affrontements ont duré deux semaines. Pendant les huit mois que le corps expéditionnaire français du futur maréchal JUIN a combattu en Italie, face aux mitrailleuses, aux obus, aux chars, aux bombardiers nazis il a perdu seulement 1 300 des siens. Comment, en quelques jours, dans le Constantinois eût-il été possible même à des massacreurs systématiques d'abattre des dizaines de milliers de musulmans ?

« Affirmer, répéter, c'est la méthode efficace des publicitaires ou des propagandistes. C'est ainsi que l'on crée les mythes. Et ils ont la vie dure!

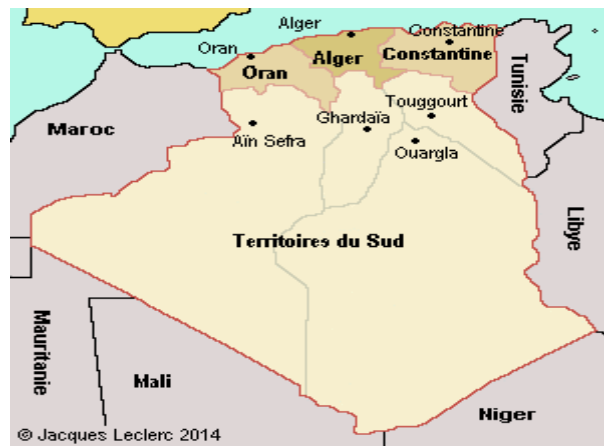
Faut-il, comme beaucoup d'historiens de seconde main les accepter passivement ? Ne faut-il pas chercher sans cesse la vérité ou, tout au moins, s'en approcher ?



Général DUVAL (1894/1955)

« Je reste reconnaissant à la mémoire du général DUVAL qui, alors à la tête de la division de Constantine, a su rétablir l'ordre avec rapidité et un souci constant d'amitié pour la masse musulmane. A la fin des "événements", Il a bien mérité d'être invité à la mosquée de Constantine, au milieu des croyants coraniques pour remercier avec eux le Tout-puissant d'avoir rendu la paix... au moins provisoirement. »

LA TOUSSAINT ROUGE



L'Algérie française était découpée en trois départements : ALGER – ORAN – CONSTANTINE, avec : - 8 millions de musulmans qui ont un statut d'indigène et relèvent du droit coranique coutumier, - près d'un million de citoyens français : immigrants de la métropole et du bassin méditerranéen, juifs locaux naturalisés en 1870, musulmans en très petit nombre ayant renoncé à leur statut coranique.

Dans le Constantinois : 180 000 européens, 3 000 000 de musulmans et 350 " Hors-la-loi " Tandis que le Maroc et la Tunisie étaient en proie à la fièvre nationaliste, à base de terrorisme dans le premier et de guérilla dans le second, on se félicitait du calme régnant en Algérie en cette belle fin du mois d'octobre 1954. On notait, toutefois, une certaine agitation dans confins orientaux du département de Constantine, tout le long de la frontière Algéro-tunisienne, où de petites bandes venues, disait-on, de Tunisie, faisaient de temps à autre une incursion et se livraient à des déprédations. Aussi avait-on renforcé le dispositif militaire de cette région. L'optimisme d'ALGER se fondait en grande partie sur la scission récemment survenue au sein du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D), successeur de l'Etoile Nord-africaine de MESSALI-HADJ, seul parti subversif dont on craignît une action concertée d'envergure.

Cependant le Préfet Jean VAUJOUR, directeur de la Sûreté à Alger, pensait qu'un mouvement terroriste pouvait éclater à bref délai et des administrateurs de commune mixte signalaient des allées et venues suspectes entre le Sud tunisien et l'AURES.

On tenait ces craintes pour exagérées. C'était une erreur.

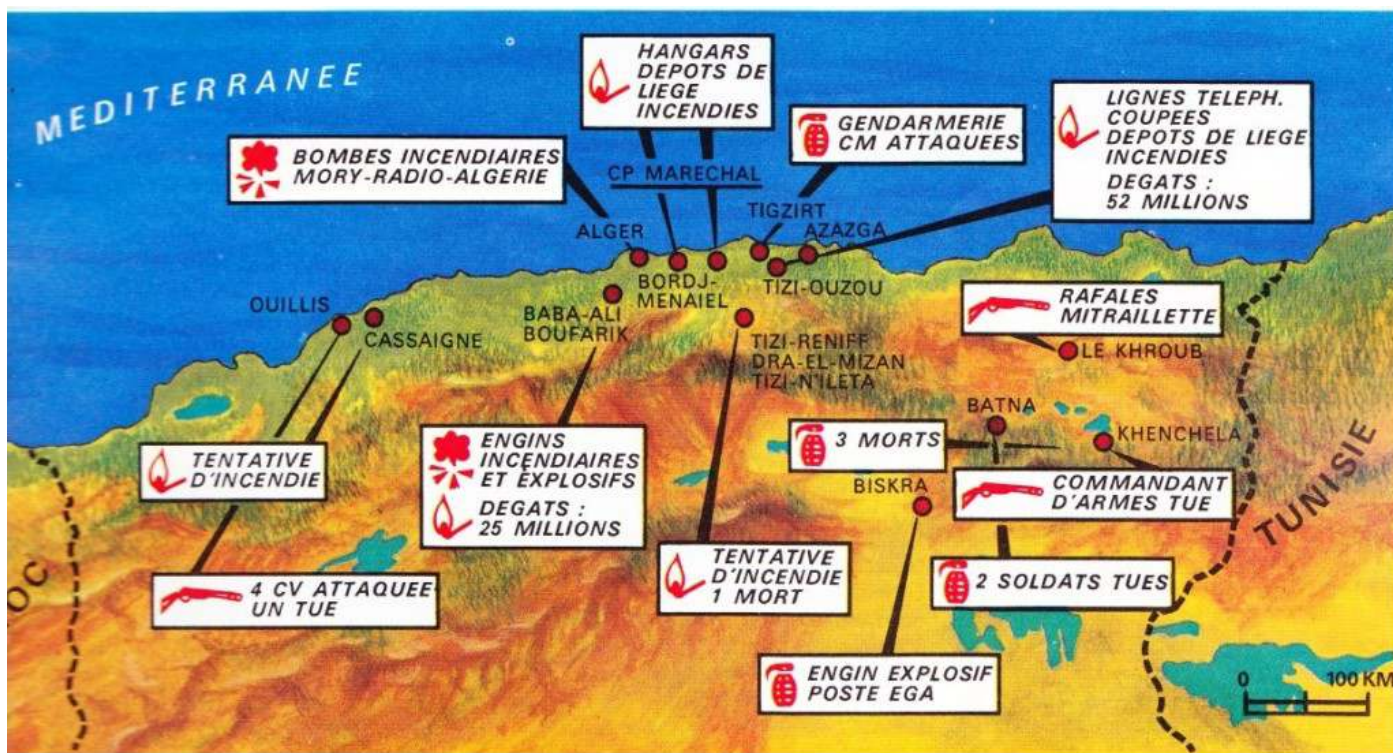
Or, brusquement, des actions terroristes se déclenchent en de nombreux points du Constantinois dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954. La situation est d'autant plus sérieuse que nous avons très peu de forces - à peine 12.000 hommes - dans le département de Constantine, qui est des trois départements précités, celui dont la superficie est la plus étendue (350 Km d'Est en Ouest, 250 km du Nord au Sud), la population la plus nombreuse (3 millions de Musulmans, mais seulement 180 000 Français de souche), l'équipement économique et routier le moins développé. Les Musulmans y sont plus évolués, plus « politisés » que leurs coreligionnaires de l'Algérois ou

de l'Oranie ; ils ont subi plus fortement qu'eux l'influence xénophobe des ulémas réformistes, dont le fondateur fut le Cheikh BEN-BADIS, issu d'une vieille famille de Constantine.

Enfin, les turbulences Berbères de l'Aurès et de la Petite Kabylie ont toujours pris une part active aux grandes insurrections cycliques dont l'avant dernière fut celle de l'AURES-BELEZMA, au cours de la première guerre mondiale, et la dernière celle de la Petite Kabylie (arrondissement de SETIF et de BOUGIE) et de l'arrondissement de GUELMA, en mai 1945.

Le 1er novembre 1954, en Algérie, des indépendantistes commettent plusieurs dizaines d'attentats, dont certains meurtriers.

1^{er} Novembre 1954 : DEBUT des « EVENEMENTS » en Algérie



ORAN : La première victime

L'attaque de l'arsenal d'Eckmühl, Oran : cette opération n'a pu se réaliser suite à deux événements imprévus, l'exécution de Georges, Samuel AZOULAY, chauffeur de taxi, par Ali Chérif CHERIET le 31 octobre 1954 à 23 heures, soit deux heures avant le déclenchement du 1^{er} Novembre et l'absence du sergent Ghaouti MABED qui devait être de garde ce soir-là devant la caserne ;

« Le 31 octobre 1954 à 22h, Ali Chérif CHERIET, responsable de l'opération programmée pour l'intrusion d'un commando pour entrer dans la caserne militaire d'Eckmühl (66^e Régiment de tirailleurs algériens, Oran) devait récupérer une voiture pour cette opération. Il interpelle avec ses trois compagnons près de Boulanger (quartier d'Oran) un taxi dont le propriétaire se nommait Samuel AZOULAY. Ils lui demandent de filer vers l'extérieur de la ville. Devant leur nervosité ou comprenant les échanges entre ses clients (juif d'origine, il devait sûrement comprendre l'arabe), il refuse d'obtempérer et fonce vers le commissariat central. Ali Chérif CHERIET lui tire une balle dans la tête, dépose le corps dans un jardin public et file vers la caserne. Le sergent algérien qui devait être de garde devant la caserne n'ayant pas donné signe de vie à cause du timing, l'opération est annulée ».

Arrêté à Oran le 11 novembre 1954, Ali Chérif CHERIET est condamné puis guillotiné le 28 janvier 1958 à la prison d'ORAN.

CASSAIGNE, le 1^{er} NOVEMBRE 1954

- Extrait du texte d'André SPITERI -

« ...Au petit matin du 1^{er} novembre 1954, le car de voyageurs circulant entre ARRIS et TIFELFEL, dans l'Aurès, est arrêté par des terroristes : l'instituteur Guy MONNEROT, son épouse (elle surviva) et le caïd de M'CHOUNECHE seront abattus. Les médias et le Pouvoir attacheront un tel symbolisme de ce double assassinat que tous considéreront que l'instituteur est le premier mort civil européen de la rébellion algérienne.



L'assassinat du couple MONNEROT et du Caïd de M'CHOUNECHE Hadj SADOK par Bachir CHIHANI (Site TENES)

Dès lors seront occultés les actes de courage et les sacrifices des courageuses victimes de la nuit qui a précédé cette embuscade.

Le récit qui suit, est fait de nos propres souvenirs associés au témoignage incontestable de Jean-François MENDEZ qui fut l'un des deux héros des tragiques événements de CASSAIGNE, en cette nuit du 1^{er} novembre 1954...

Depuis cette date nous nous sommes attaché en vain à informer et à faire des mises au point (*Figaro, Pieds-noirs d'Hier et d'Aujourd'hui*, et bien d'autres), seul l'Echo des Rapatriés de notre condisciple et ami M.GOEI publia le récit de cette nuit là dans le n° 81 de juillet 1997.

Nous avons recherché sans succès les parents ou amis des protagonistes de ce drame. Notre rencontre très récente avec M. MENDEZ mérite d'être contée : fin avril 2002, lors de l'assemblée générale de "*Généalogie Algérie-Maroc-Tunisie*", nous découvrons dans l'album des collectionneurs, Mme GIL et M. PLEUTIN, une photographie de la gendarmerie de CASSAIGNE; nous expliquons à nos interlocuteurs les raisons de notre intérêt pour ce document. En mai, au rassemblement de Cagnes-sur-Mer, M. MENDEZ, devant cette photographie, a une réaction identique qui n'échappe pas à notre attentif duo de collectionneurs qui, nous les en remercions sincèrement, permettront une relation entre acteur et témoin, nous aidant ainsi au rétablissement de la vérité.

LA NUIT du 31 octobre au 1^{er} Novembre

Nous avons passé l'après-midi du 31 octobre chez nos amis CHOIRAL. Il est administrateur adjoint de la commune mixte de CASSAIGNE, plus particulièrement chargé des questions de sécurité.

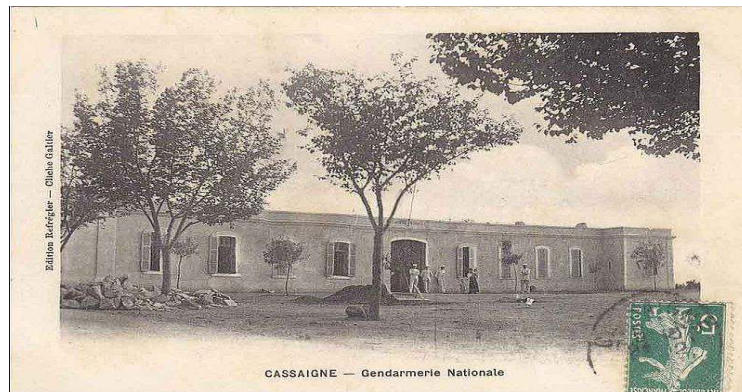
Nos habituelles parties de cartes et bavardages ont été interrompus par la visite du Caïd d'OUILIS (plus tard il sera assassiné). Notre hôte est inquiet car la présence de nombreux étrangers à la région lui a été signalée. En nous séparant, il nous demande si nous sommes armés, mon épouse répond négativement, évoquant en bonne cuisinière les outils de cuisine.

Peu après minuit, c'est donc le 1^{er} Novembre 1954, nous sommes réveillés par un coup de feu puissant, suivi d'un second (en fait il en eut deux confondus). Nous pensons alors à quelque bagarre entre "indigènes", mais les bruits de la rue nous parvenant de plus en plus forts, nous nous rendons à la fenêtre de mon bureau donnant sur l'une des rues principales.

En face de chez nous, sur le trottoir, se tiennent, RODRIGUEZ ouvrier des Ponts et Chaussées, armé de son fusil de chasse (il sera plus tard enlevé par le F.L.N.), HUE son voisin, le banquier de la Compagnie Algérienne et un jeune homme. Sur la hauteur devant le "bordj" notre ami CHOIRAL demande aux gens de rentrer chez eux. A terre devant notre fenêtre très basse sur la rue, une voix nous dit en arabe d'en faire autant (il y a là un garde de nuit qui, nous le saurons plus tard, a été assommé, et son fusil volé). Convalescent d'une opération subie quelques jours auparavant, bien que la nuit soit très douce, nous retournons nous coucher.

Dans le calme revenu peu après, nous entendons le bruit caractéristique de la voiture (une *floride*, la seule du village) du docteur GUILBERT grim pant vers la gendarmerie à environ cent mètres de chez nous.

Chaque matin devant nous reposer, nous écoutons en ondes courtes les informations de *Radio Monte-Carlo*. Vers sept heures nous entendons avec surprise: « *Ici tango-victor, alpha tango, ferme de JEANSON attaquée, ferme MONSONEGO attaquée; suivent d'autres lieux avec des coordonnées en lettres et chiffres pour diverses exactions* ». La réception se fait sur une longueur d'onde "harmonique" de celle de la gendarmerie, très proche.



Nous comprenons alors la réalité et la gravité des incidents de la nuit et le bien-fondé des inquiétudes de notre ami l'administrateur. A ce point du récit, nous devons nous reporter au témoignage de Jean François MENDEZ tel qu'il nous l'a confié et avait été recueilli par le journaliste Léo PALACCIO et publié dans *l'Echo du Soir* (d'Oran) du 09/11/1954.

Laurent FRANCOIS, 22 ans à peine libéré de son service militaire, et son ami Jean-François, 20 ans, tous deux originaires de PICARD, dernier village sur le littoral à l'Est de l'Oranie, reviennent après minuit, en "4 CV", d'une soirée dansante passée au "*Grand Hôtel*" de Mostaganem. Ils ont décidé de faire un détour par CASSAIGNE car la RN 11, route directe du littoral, est en chantier. Peu après le carrefour de la R.N. 11 et du C.D. 8, leur nouvel itinéraire, se trouve la ferme Monsonégo. Soudain, ils voient surgir dans la lumière des phares un homme, en slip et tricot, gesticulant; il leur crie d'aller chercher du secours. La 4 CV stoppe, Jean-François ouvre la portière, deux coups de feux claquent, l'homme s'enfuit dans les vignes, la voiture redémarre. Le pare-brise et la vitre du chauffeur ont été brisés. MENDEZ éponge avec ses mouchoirs le sang de son copain qui a été touché au front.

La 4 CV fonce vers CASSAIGNE et sa gendarmerie, elle s'arrête à quelques mètres de la porte cochère : Laurent frappe à coups redoublés, Jean-François tire la chaîne de la cloche. Le silence paraît des heures, quand soudain un premier tir d'arme de guerre retentit, Laurent dans la lumière des phares est atteint à la tête et s'écroule en hurlant; deux autres tirs quasi simultanés visent Jean-François qui s'était jeté à terre et s'acharnait à cogner du pied au portail, toujours clos.

La prison toute voisine s'éclaire, il semble qu'à ce moment là les terroristes se sachant découverts aient décroché; Jean-François se lève et court vers le village chercher du secours, il dévale le talus du petit bois de pins entourant le Monument aux Morts et se retrouve face à RODRIGUEZ qui a déjà revêtu sa djellaba et pris son fusil de chasse, deux autres gardiens de nuit sont là dont l'un viendra, mal en point s'allonger, sous notre fenêtre. RODRIGUEZ (il sera plus tard enlevé par le FLN) et JEAN-FRANCOIS vont chercher le docteur GIBERT.

A leur retour à la gendarmerie, le portail s'ouvre enfin à la demande du médecin, LAURENT gît toujours inanimé. Il rendra son dernier soupir durant son transport à l'hôpital de MOSTAGANEM. Il sera inhumé à PICARD au cours d'une simple cérémonie où aucune Personnalité n'assista. Nous dirons que pour beaucoup « *ça n'était encore qu'un banal fait-divers* ».

Pendant ce temps à OUILIS, à une quinzaine de kilomètres de là, village traversé par les jeunes gens quelques instants plus tôt, les gardes MEHGINI et CERVERO, après des échanges de coups de feu, mettent en fuite des terroristes qui se préparaient à déposer des explosifs dans un trou creusé au pied du transformateur électrique qui alimente le DAHRA.

Si l'entreprise avait réussi OUILIS, BOSQUET, LAPASSET, PICARD et CASSAIGNE auraient été plongées dans l'obscurité. On comprit le plan des terroristes lorsqu'on découvrit des échelles dressées contre les murs de la gendarmerie de CASSAIGNE : ils attendaient l'arrêt du courant pour attaquer la gendarmerie qu'ils avaient au préalable privée de téléphone. S'ils s'étaient emparés des armes et munitions quel eut été l'ampleur du massacre des civils désarmés.

Ces actions terroristes concertées ont été déjouées par des actes de civisme et de courage, simultanés par une heureuse providence; leurs auteurs ont droit à notre éternelle reconnaissance.

Nous ne savons si les valeureux gardes-champêtres furent récompensés?

Jean-François MENDEZ reçut la médaille de Vermeil du courage,

Laurent FRANCOIS, cité à l'ordre de la Nation, obtint la Légion d'Honneur à titre posthume. Quant à nous, reconnaissons lui au moins le titre mérité mais peut-être dérisoire de **première victime civile Française de la Guerre d'Algérie**.

NOTA: Lors de nos diverses interventions nous avons rappelé, toujours en vain, le sacrifice du garde forestier BRAUN qui, à la Mare d'Eau près de SAINT-DENIS-DU-SIG, fut abattu pour avoir refusé de donner ses armes; coïncidence il était le beau frère de l'oncle de Laurent FRANCOIS.

EPILOGUE : JORF n° 265 du 16 octobre 1955

Citation à l'Ordre de la Nation de FRANCOIS Laurent :



« Belle figure de la Jeunesse Française, Hardi, Courageux, Dévoué.

Après avoir été attaqué par des terroristes, s'est rendu spontanément, et malgré le danger qu'il courait, à la gendarmerie de CASSAIGNE, afin de donner l'alerte.

Est tombé sous les balles des rebelles, payant de sa vie son dévouement à ses concitoyens.

A permis par son sacrifice, de faire échouer le plan criminel d'un groupe de hors-la-loi. »

Fait à PARIS, le 12 octobre 1955

Par le Président du Conseil des Ministres Edgard FAURE

Le Ministre de l'Intérieur : Maurice BOURGES-MAUNOURY.

La ville de Montpellier a donné le nom de Laurent FRANCOIS à une de ses rues et la cérémonie de découverte de la plaque a eu lieu le 23/11/2019 ; donc 65 ans après.

Condamnations du 23 juillet 1955, sentence prononcée :

-à la peine capitale : BELKONIENE Taïeb, SAHARAoui Abdelkader et TEHAR Ahmed.

-Travaux forcés à perpétuité : BELHAMITI.

-20 ans de travaux forcés : BELKONIENE Mohamed, CHOUARFIA.



Aurès

LES AURES

Forteresse naturelle ancrée entre la zone des plateaux et le début du désert, le massif de l'Aurès a de tout temps été un refuge des populations berbères, place forte suffisamment redoutable pour inquiéter l'occupant. De par son relief (le Djebel CHELIA y est le point culminant de l'Algérie) et de par sa population, l'Aurès est longtemps resté un pays fermé, bloc nettement délimité au sein de vastes régions unifiées par l'Islam.

C'est au cœur de ce massif que la Commune Mixte de l'Aurès est créée par arrêté du 18 décembre 1886, avec la réunion des deux tribus des Ouled Abdi et des Ouled Daoud, qui faisaient jusqu'alors partie de la commune de BATNA, elle-même devenue chef-lieu d'arrondissement un an plus tôt. Par arrêté du 2 janvier 1913, deux tribus supplémentaires, celle des Béni-Bou-Slimane et celle de l'Ahmar Khaddou dépendant du poste militaire de T'KOUT (commune de Khenchela) sont rattachées aux territoires civils et réunis à la Commune Mixte de l'Aurès.



Le pont d'ARRIS

Chef lieu ARRIS et la composition de cette Commune Mixte était :

-ARRIS : Le hameau industriel projeté en 1920-1925 évolue en simple centre administratif en 1929. Il est construit peu après.

Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957, avec le douar Oued LABIOD.

-ATTALTEN : Azel situé dans le douar ZELLATOU, loti en 1911.

-BOUZINA : Douar issu du territoire de la tribu de l'Oued Abdi délimité par arrêté du 24 janvier 1903 et constitué en cinq douars : Oued Taga, Bouzina, Oued Abdi, Chir et Menaâ. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957.

-CHIR : Douar issu du territoire de la tribu de l'Oued Abdi délimité par arrêté du 24 janvier 1903 et constitué en cinq douars : Oued Taga, Bouzina, Oued Abdi, Chir et Menaâ. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957.

-FOUM-TOUB : Centre de population créé en 1907, érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957 (avec la partie nord du douar Ichemoul de la commune mixte de l'Aurès).

-ICHEMOUL : Douar issu du territoire de la tribu d'Ouled Daoud délimité par arrêté du 6 juillet 1898 et constitué en trois douars : Ichemoul, Oued Labiod et Tighanimine. La partie nord du douar est intégrée à la nouvelle commune de FOUM-TOUB et sa partie sud à celle de Medina par arrêté du 12 janvier 1957.

-KIMMEL : Douar issu du territoire de la tribu d'Ahmar Khaddou délimité par arrêté du 21 février 1911 et constitué en trois douars : Oulach, Tadjemout et Kimmel. D'abord intégré à la commune indigène de KHENCHELA (poste de T'KOUT), il est rattaché à la commune mixte de l'Aurès par arrêté du 15 novembre 1912. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957. Siège : DERMOUNE.

-M'CHOUNECHE : Territoire de tribu délimité et constitué en un seul douar par décret du 31 décembre 1866. Il est rattaché à la commune mixte de KHENCHELA (1874) puis à celle des AURES (1912). Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957.

-MEDINA : Centre de population établi à partir de 1903. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957 (avec la partie sud du douar Ichemoul de la commune mixte de l'Aurès).

-MENAÂ : Douar issu du territoire de la tribu de l'Oued Abdi délimité par arrêté du 24 janvier 1903 et constitué en cinq douars : Oued Taga, Bouzina, Oued Abdi, Chir et Menaâ. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957.

-OULED-ABDI : Douar issu du territoire de la tribu de l'Oued Abdi délimité par arrêté du 24 janvier 1903 et constitué en cinq douars : Oued Taga, Bouzina, Oued Abdi, Chir et Menaâ. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957, sous le nom de TENIET-EL-ABED.

-OUED-LABIOD : Douar issu du territoire de la tribu d'Ouled Daoud délimité par arrêté du 6 juillet 1898 et constitué en trois douars : Ichemoul, Oued Labiod et Tighanimine. Il est intégré à la commune d'ARRIS par arrêté du 12 janvier 1957.

-OULACH : Douar issu du territoire de la tribu d'Ahmar Khaddou délimité par arrêté du 21 février 1911 et constitué en trois douars : Oulach, Tadjemout et Kimmel. D'abord intégré à la commune indigène de KHENCHELA (poste de T'KOUT), il est rattaché à la commune mixte de l'AURES par arrêté du 15 novembre 1912. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957. Siège : KHENAG

-OULED-DAOUD : Territoire de tribu délimité par arrêté du 6 juillet 1898 et constitué en trois douars : Ichemoul, Oued Labiod et Tighanimine.

-PIERRE-CURIE : Le centre de population d'Oum El Adjoul/Pierre-Curie est établi dans les années 1927-1931. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957 (avec la partie sud des douars Ouled Zaïm et Ouled Belaouchat de la commune mixte de l'Aurès).

-RASSIRA : Territoire de tribu délimité et constitué en un seul douar par décret du 8 août 1869. Il est ensuite rattaché à la commune mixte de KHENCHELA (1874) puis à celle de l'AURES (1912). Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957, sous le nom de TIFELFEL.

-T'KOUT : Poste militaire établi dans le cercle de BISKRA, lors de la réorganisation du 24 décembre 1892. Il contrôle alors les caïdats des Beni Bou Sliman et d'Ahmar Khaddou. Quelques années plus tard, il est constitué par les douars M'Chounech, Rassira, Zellatou, Oulach, Tadjemout et Kimmel. Il est intégré à la commune mixte de l'AURES par arrêté du 15 novembre 1912.

-TADJEMOUT : Douar issu du territoire de la tribu d'Ahmar Khaddou délimité par arrêté du 21 février 1911 et constitué en trois douars : Oulach, Tadjemout et Kimmel. D'abord intégré à la commune indigène de KHENCHELA (poste de T'KOUT), il est rattaché à la commune mixte de l'AURES par arrêté du 15 novembre 1912. Il est érigé en commune (TADJEMOUT) par arrêté du 12 janvier 1957.

-TIGHANIMINE : Douar issu du territoire de la tribu d'Ouled Daoud délimité par arrêté du 6 juillet 1898 et constitué en trois douars : Ichemoul, Oued Labiod et Tighanimine. Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957. Siège : BELHIOUT.

-ZELLATOU : Douar issu du territoire de la tribu des Beni Bou Sliman délimité et constitué en un seul douar par arrêté du 11 mai 1892. Il est d'abord rattaché à la commune mixte de KHENCHELA (poste de T'KOUT) puis à la commune mixte de l'Aurès (1912). Il est érigé en commune par arrêté du 12 janvier 1957 sous le nom de T'KOUT.

Au recensement de 1931, la Commune Mixte de l'Aurès a une population d'environ 57 000 habitants, répartis en environ 14 000 familles indigènes et 30 familles allogènes, principalement des fonctionnaires ; outre les administrateurs, on trouve quelques instituteurs et gendarmes et un garde-forestier ; les non fonctionnaires sont pour la plupart des « colons » (assez pauvres) installés à FOUM-TOUB ; il n'y a aucun commerce : il faut aller à BATNA, reliée à ARRIS par une ligne régulière d'autobus ; un marché hebdomadaire se tient à MEDINA. En 1934, les gendarmes sont au nombre de six.

Cette région ne subissait pas un excès de colonisation mais déplorait l'inverse.

L'Aurès joue un rôle de premier plan lors de la journée du 1^{er} novembre 1954 par laquelle le FLN proclame son existence.



C'est aussi une explosion qui réveille en sursaut le gendarme Martial PONS et sa femme. Dans son berceau, leur petite fille de huit mois se met à hurler. Madame PONS ne supporte plus ce bled perdu. T'KOUT est le dernier village au bout d'une petite route qui conduit aux gorges sauvages de TIGHANIMINE. La plus proche localité est TIFELFEL, où viennent d'arriver deux jeunes instituteurs, les MONNEROT, que Mme PONS a aperçus il y a quelques jours.

Tout autour de T'KOUT, le désert. De la pierraille, quelques rares chênes, des oliviers tordus. Lorsque Mme PONS est arrivée à T'KOUT où son mari était depuis plus d'un an elle a été effrayée.

Une mechta où vivaient quelques familles musulmanes dominait la brigade qui l'abriterait. C'était un beau bâtiment tout neuf, confortable avait dit Martial.

Le moindre achat nécessite un voyage à BATNA, à 100 kilomètres de là. Et puis ce que Mme PONS redoute par-dessus tout c'est l'hiver. Elle s'était imaginée que l'hiver, en Algérie, c'était Nice ou Cannes, en plus chaud. Très vite Mme PONS a fait comme les autres femmes de la brigade, elle ne sort plus de T'KOUT que pour aller consulter le médecin pour son nouveau né. Et puis hier au soir, des coups de feu dans la montagne. Et maintenant cette explosion. Ce doit être une bombe. Habille-toi, lui dit son mari qui revient dans l'appartement, viens avec la petite t'installer au deuxième. On va toutes vous mettre dans cet appartement pendant qu'on va aller en patrouille. Deux gars vont rester avec vous. Les huit gendarmes sortent dans la nuit. Les pics sauvages, les pitons qui entourent la mechta se détachent sur le ciel clair. Les gendarmes se dirigent vers la route. Des coups de feu éclatent.

Aboiements des mitraillettes, claquements secs des mousquetons. Les hommes refluent dans la brigade et verrouillent la porte. Personne n'a été touché. Martial grimpe quatre à quatre l'escalier qui mène à la terrasse, débouche en plein clair de lune. A nouveau c'est la mitraille. Il a juste le temps de se protéger en s'aplatissant derrière le muret. A l'étage au-dessous, Madame PONS prépare un biberon pour sa fille qui pleure toujours, elle l'approche du berceau. A l'instant où les coups de feu claquent, la bouteille lui éclate dans les mains tandis que la bouillie coule sur les draps blancs. Une des balles destinées à son mari vient de briser le biberon du bébé.

T'KOUT est bloqué. Les gendarmes, quatre femmes et cinq enfants sont prisonniers dans l'Aurès. Il est 3 h 20 et la guerre d'Algérie vient de débiter....



1^{er} novembre 1954, l'histoire en marche

Le terrorisme a frappé en Algérie au cœur des Aures dans le sud du Constantinois : arrivée par hélicoptère de M^{me} Monnerot, gravement blessée. Son mari Guy, instituteur, a été assassiné.

C'est la «*Toussaint rouge*». 80 Français assiégés à ARRIS : Le 1^{er} novembre, à l'aube, tout danger est écarté à KHENCHELA, BATNA et BISKRA, mais on reste très inquiet pour ARRIS, où se trouvent 80 Français de souche, ainsi que pour les 8 gendarmes de T'KOUT et leurs familles. On apprend, en effet qu'un car se rendant à M'CHOUNECHE à ARRIS a été arrêté dans les gorges de TIGHANIMINE, au Sud-ouest de T'KOUT. Parmi les passagers le caïd Hadj SADOK, ancien officier, et Guy MONNEROT instituteur à GHASSIRA, sont morts assassinés, la femme de ce dernier étant laissée gisante sur le terrain grièvement blessée.

Il faut intervenir rapidement. Les autorités civiles et militaires décident donc de secourir ARRIS et T'KOUT avec les seuls moyens – dérisoires – de la subdivision de BATNA, sans attendre les renforts des autres subdivisions, car il serait alors trop tard. Parti de BATNA en fin de matinée, un peloton d'automitrailleuses et un peloton porté d'artilleurs parviennent le soir même à ARRIS, où ils sont rejoints, le lendemain, par un détachement de même composition, sorti de KHENCHELA. Les lieux sont alors sécurisés et pour éviter toute contagion du mal le gouvernement décide, en conséquence, l'envoi d'urgence dans le Constantinois de la 25^{ème} Division aéroportées (général GILLES), d'escadrons de gendarmerie républicaine de sécurité (CRS), tandis que la Tunisie mettra à la disposition de la division de Constantine le bataillon de Tirailleurs sénégalais et un escadron de Spahis.

Le général commandant la division de Constantine est donc en mesure de satisfaire les demandes du préfet pour que le massif des AURES soit entièrement occupé...



Guy MONNEROT est inhumé le 29 novembre 1954 au cimetière de Louyat, après une cérémonie en l'église.

Genèse d'une rébellion :

C'est au printemps de 1954, devant les ruines du vieux parti nationaliste de MESSALI HADJ, le MTLD, déchiré par des querelles intestines, que cinq militants importants décidèrent de créer un troisième courant. Ils s'appelaient Larbi BEN-M'HIDI, Mourad DIDOUCHE, Rabah BITAT, Mohamed BOUDIAF et Mostefa BEN-BOULAÏD.

Tous membres de l'Organisation spéciale du MTLD qui, dès 1950, avait tenté de mettre sur pied un véritable mouvement révolutionnaire algérien. La réaction ne s'était pas fait attendre. La police avait démantelé le complot et ses membres s'étaient retrouvés qui en prison, qui en fuite et vivant dans la clandestinité, qui en exil, comme Hocine AÏT AHMED, Ahmed BEN-BELLA et Mohamed KHIDER, réfugiés au Caire.



Larbi Ben M'HIDI (1923/1957)



Mohamed BOUDIAF (1919/1992)



Mourad DIDOUCHE (1927/1955)

Le but essentiel des cinq militants était de « recoller les morceaux » du MTLD, divisé en partisans du vieux MESSALI Hadj et en fidèles d'Hocine LAHOUEL que l'on appelait les centralistes. Cette troisième force – qui ne regroupait que cinq hommes ! – prit le nom de Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (C.R.U.A). Très vite, BEN M'HIDI, DIDOUCHE, BOUDIAF et BEN- BOULAÏD durent convenir de l'inanité de leurs efforts. Puisque l'unification du MTLD était impossible, ils décidèrent de développer le CRUA et d'en faire le seul mouvement nationaliste prêt à employer la violence pour parvenir à se libérer du joug de la colonisation européenne.



Mostefa Ben BOULAÏD (1917/1956)



Belkacem KRIM (1922/ 1970)



Rabah BITAT (1925/2000)

Le 8 mai 1954, au lendemain de la chute de DIEN-BIEN-PHU (Indochine), ils se réunirent pour la première fois en compagnie de deux rebelles Kabyles qui tenaient le maquis depuis 1947 : KRIM Belkacem et OUAMRANE Omar dans l'échoppe d'un cordonnier algérois de la rue de Mulhouse.

Ces deux maquisards, figures légendaires parmi le petit peuple Kabyle, apportaient au mouvement l'organisation MTLD de leur région, restée à l'écart des querelles intestines grâce à la personnalité de leurs chefs. « *Je peux compter sur plus de 1 500 hommes prêts à entrer en rébellion active contre les autorités françaises* » dit fièrement KRIM.

Cela suffisait pour que la Kabylie – rattachée à l'Algérois dans l'esprit des fondateurs du CRUA – fit figure de région à part entière. De toute façon, KRIM n'entrait dans la danse qu'à condition d'être considéré comme chef de la Kabylie.

Au soir du 8 mai, l'accord fut conclu. Il ne restait plus qu'à mettre en route le recrutement en vue du grand jour. L'Algérie, dans l'esprit des révolutionnaires, était désormais divisée en cinq zones : Constantinois, Aurès, Oranie, Algérois, Kabylie.

BITAT se chargea du recrutement constantinois, BEN-M'HIDI de l'Oranie, DIDOUCHE de l'Algérois. Quant à BEN BOULAÏD, il était pour l'Aurès ce que KRIM était pour la Kabylie : le maître absolu des militants nationalistes. De tout temps, ces deux régions sauvages avaient été les plus rebelles à la pénétration étrangère, qu'elle fut arabe ou française.

Le 3 juin 1954, dans un appartement de la Casbah, rue Montpensier, BOUDIAF, Ben M'HIDI, DIDOUCHE, BITAT, KRIM, OUAMRANE se réunirent une nouvelle fois pour faire le point. Quelques jours auparavant, KRIM avait « impressionné » BOUDIAF en lui présentant, dans un petit hôtel crasseux de la rue du Chêne, l'hôtel Saint-Martin, ses sept chefs de daïra (région), qui quadrillaient déjà la Kabylie. A eux sept, ils « disposaient » de 1.700 militants prêts à entrer dans la bagarre. Près de 500 avaient un fusil de chasse. Ils avaient en réserve quelques trois cents armes de guerre. BOUDIAF ouvrit la séance, rue Montpensier, par ces mots : « *Aujourd'hui l'heure est grave et solennelle. Plus rien ne nous sépare. Nous sommes tous unis par notre désir de mettre fin à la colonisation. L'heure de l'action directe va sonner* ». Après un rapide bilan, les sept hommes procédèrent au découpage définitif et à la « nomination » de chaque chef de zone.

Réunion historique des « 22 »

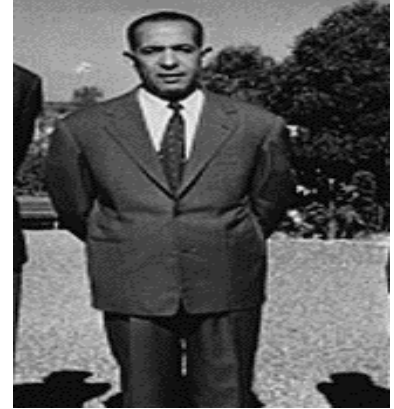
Avant même que le conflit fût déclenché, les chefs du CRUA venaient de prendre une décision qui pèserait sur toute la guerre et provoquerait les premières crises au sein de l'Algérie indépendante : l'autonomie des régions, que l'on appellera plus tard wilayas. La question des responsables de région tranchée, on élut un Président. C'est BOUDIAF qui fut porté à la tête du CRUA. Sa mission de contact avec l'extérieur et de coordination avec les zones le désignait pour ce poste. On évoquera ensuite les trois facteurs susceptibles de déclencher l'action. Le facteur intérieur était propice. L'opinion algérienne, voyant la lutte de la Tunisie et du Maroc, pays frères, pour leur indépendance, pouvait être favorable à la constitution d'un front Nord-africain contre le colonialisme. Le facteur extérieur n'était pas défavorable. La liaison avec BEN-BELLA, AÏT AHMED, et KHIDER au Caire fonctionnait bien. Des contacts avaient été pris à Genève et à Tripoli avec les « frères » marocains et tunisiens qui promettaient déjà leur aide dans la mesure de leurs possibilités. De son côté BEN-BELLA affirmait que l'Égypte pourrait soutenir l'action dès son déclenchement.



BEN BELLA (1916/2012)



AÏT AHMED (1926/2015)



KHIDER (1912/1967)

BOUDIAF posa alors la question : « Est-il opportun de déclencher l'action immédiatement ou bien doit-on attendre et préparer plus soigneusement le déclenchement ? » C'était le troisième facteur. A l'unanimité, les sept hommes se prononcèrent pour l'action immédiate.

C'est le 25 juillet que se déroula la « réunion historique des 22 » dans la villa d'un certain DERICHE, au Clos SALEMBIER. BOUDIAF, BEN-M'HIDI, BITAT, BEN-BOULAÏD et DIDOUCHE profitèrent de l'absence de KRIM – en tournée d'« inspection » dans ses montagnes kabyles – pour réunir les hommes de confiance que chacun d'eux avait recrutés depuis quelques semaines. Il était temps de présenter les principaux responsables les uns aux autres et de les convaincre de la participation des Kabyles qui, dans leur esprit, restaient encore très attachés à la personne de MESSALI. Si KRIM, avait été présent, il aurait été plus difficile aux « Cinq » d'expliquer la situation à leurs hommes. Ils auraient d'ailleurs eu tort de le faire en présence ou sous la pression du chef montagnard. Il ne fallait jamais perdre de vue le vieil antagonisme entre Arabes et Kabyles et il ne s'agissait pas de le faire jouer au détriment du mouvement qu'ils avaient eu tant de mal à mettre sur pied. BEN-BOULAÏD n'avait amené personne. Ses chaouïas de l'Aurès lui portaient une confiance aveugle et n'avaient nul besoin d'être convaincus.

Après les présentations d'usage et le bilan des effectifs que chacun représentait, les « Cinq » persuadèrent l'ensemble de leurs adjoints de la « pureté » de leurs intentions.

« Le CRUA qui se transformera à l'heure de la Révolution, dit DIDOUCHE, qui s'avérera le véritable moteur du mouvement, ne doit pas être une nouvelle fraction du MTLD qui, comme les deux autres, réduise son action à la parlote. Nous devons agir. Nous y sommes décidés. Mais pas en l'air. Avec un plan précis et défini d'une manière collégiale. Nous sommes là pour cela ».

Et tout de suite il posa la question principale : « Devons-nous faire une révolution armée limitée ou illimitée ? Devons-nous tirer un coup de semonce pour provoquer le dialogue avec les Français ou entreprendre la révolution jusqu'à l'indépendance? »

Les « 22 » hommes prirent la parole chacun à son tour. Ils parlèrent non seulement en leur nom, mais au nom des militants qu'ils avaient déjà recrutés. A l'unanimité, ils se prononcèrent pour la révolution armée illimitée jusqu'à l'indépendance. Ce serait la guerre.

« Mais avec quoi la ferons-nous, cette guerre ? Dirent plusieurs des participants. Nous n'avons que quelques réserves, quelques caches de l'époque de l'OS ».

« Si tu as deux cartouches dans ton fusil, c'est suffisant, s'enflamma DIDOUCHE. Si tu n'as pas d'arme, c'est à toi de prendre l'arme de ton ennemi. L'important est de recruter des hommes, de les préparer à l'idée de l'action directe, de les entraîner à la guérilla ».

« Il faut que les Français se disent : « Ils ont osé ! » C'est cela l'important ! Il faut allumer la mèche. Pour cela il ne faut pas beaucoup d'armes. Il faut que nous le voulions ».

Ce thème, repris par BOUDIAF, BEN-M'HIDI, BITAT et BEN-BOULAÏD, emporta l'adhésion des participants. Les « Cinq » étaient bien les chefs dont ils avaient besoin. KRIM serait celui que les Kabyles souhaitaient. Tout allait donc pour le mieux. Ils furent élus à main levée et à l'unanimité.

Avant de clore la discussion, BEN-M'HIDI leur fit une dernière recommandation : « *Vous ne devez pas contacter personnellement plus de quatre ou cinq hommes sûrs. Laissez-les recruter leurs équipes personnelles en pyramide. Vous les surveillerez sans qu'ils vous identifient. Vous devez arriver à contrôler des militants qui ne vous connaîtront pas et qui ne se connaîtront pas entre eux, à l'exception des quatre ou cinq qui constitueront la même section. Ils auront le temps de faire connaissance quand nous prendrons le maquis. Et n'oubliez pas d'employer des surnoms qui retarderont en cas de coup dur, l'identification policière* ».

Les « 22 » se séparèrent sur ce conseil de prudence.

Au CAIRE les « Algériens », comme on appelait BEN-BELLA, AÏT-AHMED et KHIDER étaient installés dans un petit bureau. Lorsqu'il avait établi la liaison, Mohamed BOUDIAF s'était aperçu des difficultés auxquelles allait se heurter la révolution en gestation. La « *délégation algérienne* », représentante officielle du MTLD, n'avait pas très bonne figure. La « *Voix des Arabes* » n'avait que sarcasmes pour l'apathie des Algériens devant le colonialisme. Et le tout-puissant major Fathi EL-DIB, chef des services spéciaux chargé des affaires d'Afrique du Nord, acceptait bien de fournir des armes et de l'argent à condition que BEN-BELLA s'engageât à participer, en tant que « *section algérienne* », au grand projet nassérien de révolution Nord-africaine. Les délégués algériens savaient d'avance les divergences qui sépareraient les pays du Maghreb et entrevoyaient le plan de NASSER : jouer les médiateurs et se poser en « *grand frère* » du monde arabe en contrôlant la révolution.



NASSER (1918/1970)

« *Pas grand-chose, peut-être, mais tout seuls* » telle était la devise des Algériens, BEN-BELLA ne pouvait compter sur l'Egypte que pour annoncer au monde le déclenchement de la révolution algérienne. « *Public-relation* »...un point, c'est tout. « *L'aide financière, avait promis NASSER, nous vous le fournirons après le déclenchement* ».

C'est donc à l'automne, le 10 octobre 1954, dans une maison à jardinet de Climat-de-France dans la banlieue d'Alger, que les six chefs de la révolution décidèrent de saborder le CRUA. Le comité avait échoué dans sa mission de réunification du MTLD ; il ne pouvait désormais compter que sur sa détermination.

« *Nous devons présenter un mouvement pur, dit DIDOUCHE, qui naisse avec la révolution et grandisse avec elle* ».

Après une rapide discussion, chacun des « Six » approuva le nouveau nom du mouvement : Front de Libération Nationale, FLN. « *Tous les Algériens, expliqua BOUDIAF, pourront nous y rejoindre. Quelle que soit leur couleur politique. Nous devons opposer un front uni à la répression qui ne va pas manquer de s'abattre sur nous.* »

BEN-BOULAÏD n'eut aucun mal à convaincre ses compagnons de créer un mouvement militaire parallèle au Front : l'Armée de Libération Nationale.

Ce 10 octobre, on discuta également de la proclamation qui devait suivre le début de la révolution. BOUDIAF nota les points qui devaient, de l'avis de tous, figurer dans le « *bulletin de naissance* » du FLN : Le FLN n'aura qu'un ennemi, le colonialisme ; un seul but, l'indépendance nationale. Il devait rassembler toutes les énergies saines du pays et internationaliser le problème algérien. Moyens de lutte : TOUS. »

La plate-forme de discussion avec les autorités françaises portera sur :

- 1/ La reconnaissance de la nationalité algérienne ;
- 2/ L'ouverture des négociations ;
- 3/ La libération des détenus politiques.

En contrepartie :

- 1/ Les intérêts français seront respectés ;
- 2/ Les Français restant en Algérie choisiront leur nationalité ;
- 3/ L'égalité Français-Algérien sera observé dans le respect mutuel. »

BOUDIAF et DIDOUCHE furent chargés de rédiger la proclamation, compte tenu de ces indications. Enfin les « Six » décidèrent de la date du déclenchement. Après avoir évoqué plusieurs dates ils se mirent d'accord sur celle du 1er Novembre à 0 heure.

Le 24 octobre, ils se réunirent une dernière fois dans une maison de la Pointe-Pescade. Ils approuvèrent la « *proclamation historique du 1er novembre* », rédigée à l'issue de la précédente réunion par DIDOUCHE et BOUDIAF et que ce dernier allait emporter au CAIRE, où, le 1er Novembre, elle serait lue à la radio, annonçant ainsi au monde le déclenchement de la « *Révolution Algérienne* ».

Chacun des chefs de zone énuméra ensuite les objectifs choisis sur place, tant en Kabylie que dans l'Aurès, le Constantinois, l'Algérois ou l'Oranie. L'attaque simultanée d'objectifs éloignés et la proclamation publiée au CAIRE

devaient suffire à « créer une psychose de peur et d'insécurité chez les Européens » et prouver au monde la volonté d'indépendance de l'Algérie.

KRIM rappela que seuls les forces armées, les dispositifs économiques, les « traîtres » connus devraient être visés. « Interdiction absolue d'attaquer des civils européens, précisa-t-il, approuvé par ses compagnons (Ndlr : entre l'intention et la réalité des faits, on constatera immédiatement les dérapages et notamment le 20 août 1955 dans le constantinois...).

En sortant de cette réunion, cédant à un mouvement sentimental et enfantin, ils décidèrent d'aller se faire photographier.



Liste des « 22 »

BADJI Mokhtar (1919/1954) - BELOUIZDAD Athmane - BEN BOULAID Mustafa (1917/1956) - BEN-ABDELMALEK Ramdane (1928/1954) - BENAOUA Amar - BEN M'HIDI Larbi (1923/1957) - BENTOBBAL Lakhdar (1923/2010) - BITAT Rabah (1925/2000) BOUADJADJ Zoubir (1925/ - BOUALI Said (?) - BOUCHAIB Ahmed (1918/2012) -



BOUDIAF Mohamed (1919/1992) - BOUSSOUF Abdelhafid (1926/1980) - DERRICHE Elias - DIDOUCHE Mourad (1927/1955) - HABACHI Abdesslam - LAMOUDI Abdelkader (1925/) - MECHATI Mohamed - MELLAH Rachid - MERZOUGUI Mohamed (1927/2008) - SOUIDANI Boudjema (1922/1956) ZIGHOUD Youcef (1921/1956)

PARIS ne voit rien venir

Pourtant deux hommes tentent d'alerter leur hiérarchie respective. Il s'agit du Préfet Jean VAUJOUR, Directeur de la Sûreté d'ALGER et le Colonel Paul SCHOEN, chef du service des liaisons Nord-africaines.

Le Préfet Jean VAUJOUR



Jean VAUJOUR (1914/2009)

Voici ce qu'il déclarait lors d'une interview au Journal *l'Express* :

L'EXPRESS : *Quand vous prenez vos fonctions de directeur de la Sûreté, à Alger, en 1953, ce pays paraît plutôt calme par rapport au reste du Maghreb. Quand avez-vous appris qu'il se préparait quelque chose?*

JEAN VAUJOUR : Dès l'été de 1953, je me suis fait apporter le dossier de l'Organisation secrète (OS), que dirigeaient Ahmed Ben BELLA et quelques-uns de ses amis, récemment sortis de prison. Il fallait s'attendre à voir réapparaître ce mouvement. Je disposais d'informations précises là-dessus, venant du Caire.

- Quels étaient vos informateurs au Caire?

- Les services spéciaux français. L'Egypte de Nasser était une base du nationalisme algérien.

- Qu'avez-vous fait ?

- J'ai effectué quelques missions au Maroc et en Tunisie, alors en pleine effervescence, pour y rencontrer mes homologues de la Sûreté. J'ai compris qu'il s'agissait d'un mouvement assez profond, avec des ramifications internationales. A mon retour, j'ai rédigé un rapport intitulé: "Les Commandos Nord-africains".

- Qu'y disiez-vous?

- Qu'il y avait des camps, en Egypte et en Libye, où s'instruisaient des Marocains, des Tunisiens et des Algériens. J'en indiquais les emplacements, le nombre de "recrues", le type d'enseignement dispensé, la nature des armes d'entraînement, les filières qui leur permettaient de rallier le Maroc ou l'Algérie...

- Ce rapport était daté...?

-... de mars 1954. Il a été diffusé à 50 exemplaires: président du Conseil, ministères intéressés, ambassades concernées, etc. J'y demandais aux destinataires d'en confirmer ou d'en démentir les informations.

- Avez-vous eu des échos?

- Un seul: le directeur de la Sûreté en Tunisie, un ami, m'a envoyé un gentil accusé de réception. C'est tout. De la métropole, aucune réponse, rien.

- Quand avez-vous entendu parler pour la première fois du Comité révolutionnaire d'unité et d'action?

- Le CRUA avait été créé par Mohammed BOUDIAF en mars. Le colonel SCHOEN, chef du service des liaisons Nord-africaines

- un arabisant distingué, intelligent - l'avait su aussitôt. Il m'en a informé. Il l'a également signalé dans son bulletin d'information confidentiel, destiné au gouverneur général et aux chefs des services de renseignement (RG et DST). A l'époque, le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) était déchiré entre les "messalistes" de MESSALI Hadj et leurs adversaires "centralistes", dirigés par LAHOUEL. SCHOEN, qui avait pourtant de bons informateurs, a cru que le CRUA était une initiative de LAHOUEL, alors qu'il s'agissait d'une initiative de Mohammed BOUDIAF pour court-circuiter les uns et les autres et faire démarrer ainsi l'action armée. Je croyais, pour ma part, que le CRUA était la reconstitution de l'OS, dirigée par des dissidents.

- A quel moment avez-vous identifié ses membres?

- Dès le mois de mai, pour ce qui est des neuf dirigeants "historiques". Mais nous apprendrons avec retard la réunion des "vingt-deux", c'est-à-dire des délégués des départements et des casbahs, à ALGER, fin juin.

- Avez-vous prévenu les autorités qu'un groupe fomentait une action armée?

- Oui, mais j'ai ajouté que rien ne se produirait avant le congrès du MTLD, lequel s'est tenu à HORNU, en Belgique, à la mi-juillet 1954. Je l'ai appris par le biais des délégués, mais, chose extraordinaire, ni les Renseignements généraux ni la Sûreté nationale, à PARIS, ne nous ont signalé le moindre franchissement de frontière...

- En août 1954, vous effectuez un séjour à Paris. Est-ce qu'on s'y intéresse tout cela?

- Le mois d'août n'est pas un mois favorable... J'ai vu Henri QUEUILLE, l'ancien président du Conseil, qui fut l'un de mes patrons. J'ai vu le directeur du cabinet du président du Conseil, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur. Je leur ai dit qu'il fallait s'attendre que l'Algérie entrerait, comme ses voisins, dans un cycle d'attentats. Ils m'ont écouté avec intérêt. A peine rentré à Alger, j'ai eu des renseignements beaucoup plus précis, par un informateur membre du groupe terroriste clandestin de la Casbah. J'ai envoyé une lettre personnelle à QUEUILLE, qui l'a fait remettre au président du Conseil. Je lui disais redouter non seulement des attentats dispersés, sporadiques, mais même "un véritable soulèvement dans les semaines ou les mois à venir". J'écrivais que les "séparatistes" - comme on disait alors - passeraient à l'action d'ici à un mois. C'était le 25 septembre.

- Pourquoi ne pas avoir fait un rapport au ministère de l'Intérieur?

- J'ai fait envoyer au ministère de l'Intérieur, au début d'octobre, le "papier" du chef des RG d'Alger qui me disait qu'on était à la veille d'incidents.

- De quelles informations précises disposiez-vous alors?

- Un de mes commissaires manipulait un membre du groupe de la Casbah. Vers le 15 octobre, notre informateur, ancien artificier de l'armée française, nous signale: "On me demande de fabriquer des bombes, que dois-je faire?" La femme de mon commissaire était pharmacienne; je lui ai demandé de trouver un produit capable de faire beaucoup de bruit, mais peu de mal. Elle a préconisé le chlorate de potasse. Une centaine de bombes ont été ainsi confectionnées, à base de petites boîtes d'Esso (un peu comme les boîtes de Coca d'aujourd'hui), avec du chlorate de potasse!

- Les bombes d'Alger ont été fabriquées selon vos indications!

- J'ai même sorti 2 000 francs de mon portefeuille pour acheter le chlorate de potasse! De fait, les bombes qui exploseront le 1er novembre feront peu de dégâts, sauf à un endroit, à Baba Ali, où elles provoqueront l'incendie d'un stock d'alfa.

- Vous avez même prévenu le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand?

- Oui. Du 15 au 23 octobre, le ministre était venu mesurer les conséquences du tremblement de terre d'Orléansville. J'ai informé Pierre NICOLAÏ, son directeur du cabinet, de cette histoire de bombes. Il m'a dit: « Oui, oui, parlez-en au ministre ». J'ai donc parlé à MITTERRAND. Je lui ai exposé deux hypothèses: soit je coffre tout le groupe, mais je perds toutes mes informations pour l'avenir; soit je le fais surveiller et je n'interviens que la veille du jour où il passe à l'action. MITTERRAND a dit à NICOLAÏ: « Nous verrons cela à Paris, et vous transmettez mes instructions à VAUJOUR. »



- Vous avez reçu des instructions?

- Le 2 novembre! Une lettre disant: « vous pouvez les coffrer... »

- Le 23 octobre, vous aviez aussi signé un rapport prémonitoire...

- Oui. A peine MITTERRAND et NICOLAÏ s'étaient-ils envolés pour Bône, ce jour-là, que trois commissaires des RG font irruption dans mon bureau, avec des renseignements très précis sur la préparation d'attentats imminents et, au-delà, sur le déclenchement souterrain et clandestin de l'insurrection.

- Dans toute l'Algérie?

- Leur compétence s'exerçait seulement sur la région d'Alger. J'ai aussitôt dicté une page, signée par le gouverneur général, Roger LEONARD. Accompagné de "papiers" bourrés de détails, ce rapport était clair. J'ai prévenu la Sûreté et le cabinet du ministre, à Paris, par téléphone, que je remettais un document d'une extrême importance au pilote de l'avion d'Air France qui décollait, ce samedi 23 octobre, à 11 heures du soir. Le commissaire de permanence l'a récupéré à Orly, porté à la Sûreté et au permanent du ministère de l'Intérieur. Le dimanche se passe. Le lundi, toujours aucun écho. Le lundi soir ou le mardi matin, je ne sais plus, j'appelle le directeur général de la Sûreté nationale, Jean MAIREY, qui m'avoue ne pas avoir eu le temps de le lire !

- Et dans l'entourage du ministre?

- J'ai appelé Jean-Paul MARTIN, chef adjoint du cabinet, qui m'a dit: "*Nous nous en préoccupons, nous allons vous envoyer des renforts.*" En l'occurrence, trois ou quatre compagnies de CRS, plus des unités militaires. Lesquelles débarqueront à Alger la veille même du déclenchement de l'insurrection.

- Et à Oran, à Constantine?

- Le dimanche 31 octobre, le commissaire des RG d'Oran, qui se nommait LAJEUNESSE, est venu spécialement m'apporter une bombe en tuyau de fonte, qui n'avait rien à voir avec les miennes. L'un de ses informateurs lui avait promis de l'alerter vingt-quatre heures avant les attentats. J'en ai déduit - à tort - que rien ne se passerait avant le lundi 1er novembre au soir.

Dans le Constantinois, j'avais été prévenu vers le 25 octobre, par un commissaire des RG, que 300 fellagas se baladaient clandestinement dans les Aurès. Dès le 29, j'ai réuni, à la préfecture de Constantine, les responsables locaux, qui m'ont tous dit: "*Si c'était vrai, nous le saurions.*" Seul l'administrateur d'Arris, au cœur de l'Aurès, m'a confié, après la réunion, qu'un de ses caïds s'était vu proposer le plan de l'insurrection de l'Aurès pour 1 million de francs, mais qu'il n'y avait pas cru. J'ai aussitôt monté un rendez-vous : 1 million contre le plan, à remettre en gare de l'Agha, à Alger, par l'informateur à l'un de mes commissaires ; l'homme lirait ostensiblement "*L'Echo d'Alger*"... Opération fixée au 2 novembre. Un jour trop tard...

- Vous n'aviez donc pas prévu la date...

- Non. C'est BOUDIAF qui a fourni l'explication, un jour de 1962, dans une interview au "*Monde*". Le démarrage de l'insurrection avait d'abord été fixé au 15 octobre, mais rien n'était prêt. Les chefs de secteur devaient se revoir le 22. Par peur des fuites, ils n'étaient que quatre ou cinq à ce rendez-vous, où fut fixée la date définitive (le 1er novembre, à 0 heure), qui devait être transmise aux chefs de commando seulement six heures avant le moment fatidique. Je n'ai donc pas prévu la date précise. Mais, le 1er novembre, quand on m'a annoncé, à 0 h 50, que les premières bombes venaient d'éclater à Radio-Alger, sur le port, à Baba Ali, j'ai regretté de ne pas avoir été suffisamment entendu...

Pourquoi cette surdité des autorités françaises?

- Je me rappelle un fait. Le 18 octobre, à Alger, François MITTERRAND, avait remis la cravate de la Légion d'honneur à Raymond LAQUIERE, président de l'Assemblée algérienne. LAQUIERE a conclu son discours en appelant le ministre à "*ne pas écouter la voix des sirènes qui disent que l'Algérie pourrait être contaminée par ses voisins*". LAQUIERE a ajouté: « *Je peux vous dire, monsieur le Ministre, que l'Algérie est calme et qu'elle le restera* ». Il est possible que MITTERRAND ait été abusé par cette assurance...

Le Colonel PAUL SCHOEN



Le colonel SCHOEN

Parmi les militaires, le seul à être véritablement inquiet est le colonel SCHOEN.

Type même de l'officier des affaires indigènes, parlant couramment arabe, kabyle et quelques autres dialectes, SCHOEN, après un long séjour au Maroc, dirige à ALGER le service des liaisons Nord-africaines, parallèle au 2^{ème} Bureau. Depuis des années il déplore la sous-administration, le truquage des élections, la disparition de l'armée d'Afrique, l'effondrement du service de renseignements. Mais, au Gouvernement général, il fait figure de Cassandre, de «*vieux bédouin de l'époque de Lawrence*».

Ses mises en garde, ses avertissements agacent et sont par trop en contradiction avec les rapports des préfets et des administrateurs. Pourtant, en mai, le bulletin mensuel des liaisons Nord-africaines a tiré une fois de plus la sonnette d'alarme. Il révèle l'existence d'un nouveau courant d'opposition, cite des extraits d'un tract : *Position du militaire devant la crise actuelle*. Surtout, il annonce la création d'un «Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA), véritable instrument révolutionnaire et efficace qui doit, aux côtés des partis frères du Maroc et de la Tunisie, hâter la destruction du colonialisme français... »

A part cette voix discordante, la paix règne dans les hautes sphères militaires...

Cliquez SVP sur ce lien si vous souhaitez en savoir + sur le Colonel SCHOEN :

<http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2002-4-page-69.htm>

NDLR : A noter que son fils, Yves SCHOEN (Chef de la SAS de l'ALMA, trouva la mort en Algérie le 18 février 1959 :



<http://nj2.notrejournal.info/La-mort-d-un-juste-le-lieutenant-Yves-SHOEN>

Le déclenchement :

1^{er} novembre 1954 : A 1 heure du matin, trois bombes ont explosé à ALGER. Après le lever du jour, des attentats sont commis à BATNA, KHENCHELA, BISKRA et en Kabylie ; des entrepôts brûlent. On compte des morts, les dégâts sont estimés à 200 millions de francs. Cette flambée de terrorisme inquiète le gouverneur général et les préfets d'Algérie.

L'autorité française s'appuie sur une communauté européenne dynamique, solidement implantée depuis plus d'un siècle et sur une force de maintien de l'ordre (police, gendarmerie : 25 000 hommes ; armée : 50 000 hommes). Elle n'est pas contestée par les notables, fonctionnaires et commerçants musulmans, mais les sentiments réels de la majorité silencieuse sont mal connus. Toujours est-il qu'en ce 1^{er} novembre 1954 on ne peut imaginer que ces bandes de rebelles, que l'on nomme fellaghas et qui se qualifient de **moudjahidin (combattant de la foi)**, soient une menace sérieuse. D'ailleurs, elles se dispersent à l'approche de nos troupes, mais l'insécurité s'est installée dans le bled et, surtout, le F.L.N. mène une action politique très efficace à l'intérieur et sur le plan international. La guerre d'Algérie commence.

Au terme de cette première nuit de la guerre d'Algérie, les dégâts et les pertes sont limités. Nombre d'opérations ont avorté dans la confusion, faute de matériel et de soldats aguerris. Mais la simultanéité dans le déclenchement des hostilités, la coordination des combattants, les cibles attaquées et la proclamation d'indépendance publiée par le Front de libération nationale indiquent clairement qu'un tournant radical a été opéré par un groupe d'Algériens déterminés à entrer dans la lutte armée.

Paris, embourbé dans les vagabondages d'une 4^{ème} République instable, réduit l'événement à un terrorisme qui ouvre toutes les voies...

Les Rebelles sont déçus !

Prenons l'AURES. Il n'y eut pas de journée insurrectionnelle plus décevante pour les trois chefs rebelles – BEN BOULAÏD, Chihani BACHIR et Adjel ADJOUL – alors que celle du 1^{er} novembre 1954, dans cette forêt des Béni MELLOUL où ils étaient venus se mettre à l'abri, après avoir lancé leurs commandos sur des points précis : casernes, commissariats, gendarmerie, ponts, gorges, dépôt d'essence. Cette journée, ils la passèrent à attendre les résultats de leur action, penchés sur un poste de radio. Mais dans les bulletins d'informations, c'est à peine si l'on parla de l'Algérie.

Quant à la presse, elle se montra remarquablement discrète :

Dans *France-Soir* : « Brusque flambée terroriste en Algérie ».

Paris-Presse précisait : « Trente attentats cette nuit en Algérie ».

Le Monde : « Plusieurs tués en Algérie au cours d'attaques simultanées de postes de police ».

En fait, c'est dans les journaux d'Algérie que les titres se déploient le plus généreusement.

Mais de Paris à Alger, d'Oran à Constantine, tous les commentateurs soulignent que les dégâts sont, dans l'ensemble, minimes et que « *la population fait preuve d'un calme et d'un sang-froid absolu* ».

Il faut dire qu'elle n'y avait aucun mérite, car cette révolution algérienne préparée de longue date, et qui devait mettre le pays à feu et à sang, faillit tourner court. C'est l'heure des bilans que les responsables mesurèrent leur déception.

Commandement rebelles en 1954 :



Dès le mois de septembre 1954, l'Algérie avait été divisée par les chefs de la rébellion en Willayas (régions, sensiblement calquées sur les limites administratives des trois départements d'alors) :

- WILLAYA 1 (AURES) : commandée par Mostefa BEN-BOULAÏD,
- WILLAYA 2 (Nord Constantinois), commandée par Rabah BITAT,
- WILLAYA 3 (Kabylie), commandée par Belkacem KRIM,
- WILLAYA 4 (Algérois), commandée par Mourad DIDOUCHE,
- WILLAYA 5 (Oranie), commandée par Larbi BEN-M'HIDI,
- WILLAYA 6 (Sud), sans commandement.

DIDOUCHE et BITAT permuteront rapidement, puis BITAT sera arrêté à ALGER, le 23 mars 1955, et DIDOUCHE sera tué au combat, dans le Constantinois le 18 janvier 1955.

France -Commandement militaire :

Les débuts des conflits au milieu des populations n'ont pas le caractère net des déclarations de guerre. Pour autant, la qualité du diagnostic initial y est essentielle car elle détermine largement le cadre des évolutions futures. Au matin du 1^{er} novembre 1954, après la trentaine d'attentats de la nuit, personne en France ne pense vraiment qu'une guerre vient de commencer. On ne sait d'ailleurs pas si les terroristes sont des communistes, des nationalistes, de simples mécontents ou des gangsters. Le gouvernement hésite donc sur la politique à adopter et se contente d'ordonner aux forces de l'ordre de rétablir la paix publique.

Cette première vision de simple trouble à l'ordre public rencontre alors celle de beaucoup d'officiers de l'Armée d'Afrique, les « *Vieux Africains* », pour qui « *l'arabe ne comprend que la force* » et qui selon le colonel GODARD « *seraient tout à fait aptes à faire face à une révolte du genre de celle d'ABD-EL-KADER* » mais ne comprennent pas la guerre révolutionnaire. L'ensemble forme un mélange désastreux. Outre l'arrestation arbitraire de tous les nationalistes modérés (privant ainsi l'exécutif de tout interlocuteur politique et fournissant des centaines de recrues au FLN), les premières opérations conjuguent le principe de « *responsabilité collective* » (directive du 14 mai 1955) consistant à punir un village abritant des « *hors la loi* », et le cadre juridique métropolitain pour l'interpellation de ces mêmes HLL, cadre si contraignant qu'il incite à ne pas faire de prisonnier.

En termes de processus de production d'idées, on peut qualifier cette première approche d'heuristique simple, c'est-à-dire une méthode non élaborée reposant sur des solutions que l'on juge éprouvées. Dans des contextes où les décisions doivent être prises sous contrainte de temps, cette méthode a le mérite de la rapidité, mais huit mois plus tard, malgré l'arrivée de premiers renforts et l'instauration de l'état d'urgence (avril 1955), force est de constater que cette politique dure, qui marquera les pratiques jusqu'à la fin de la guerre, ne donne pas les résultats escomptés. La guérilla prend même de l'ampleur. La phase exploratoire doit donc continuer, en faisant appel cette fois à des heuristiques élaborées, c'est-à-dire fondées sur des corpus de doctrine que ont fonctionné dans des situations analogues. (*Extrait de Stratégique n°93-94-95-96, 2009*).

NOS TROUPES :
Général CHERRIERE



Malgré les mesures prises la situation continuait de se dégrader, dans l'Aurès mais aussi dans l'ensemble du département. Tous les effectifs du général CHERRIERE, grand patron de l'armée d'Algérie depuis 1954, avaient été déversés dans le Sud constantinois.

Après les quelques succès remportés par les paras du lieutenant-colonel DUCOURNAU l'armée de CHERRIERE est retournée dans sa routine. Ce général a voulu écraser la rébellion, passer la région au rouleau compresseur, impressionner les populations, pour réduire les un peu plus de trois cents rebelles armés, d'extraordinaires moyens ont été utilisés, unités blindées, chars, des régiments incapables de quitter la route plus de 24 heures liés à leur ravitaillement, l'armée française en ce début de 1955 est incapable d'obtenir des résultats positifs. Les pertes de l'armée en trois mois ont été de 114 tués et blessés, pour 208 suspects hors de combat. Ces actions ont aussi eu pour résultat de jeter des populations dans les bras du FLN.

31 mars 1955 - état d'urgence en Aurès et Kabylie,

26 avril 1955, la zone de Constantine passe sous commandement militaire.



Le général LORILLOT lui a succédé en juin 1955.

Le Général commandant la 10^{ème} région militaire avait dû faire face à l'explosion de la rébellion avec ses propres moyens et les quatre bataillons arrivés en renfort de la 25^{ème} division d'infanterie aéroportée (2 000 hommes); il en avait limité les effets sans pour autant l'étouffer.



Général Jean GILLES (1904/1961)

Le Général GILLES commandant la 25^{ème} DP, a été un des premiers à intervenir dans les Aurès en novembre 1954. Une restructuration des moyens militaires, plus adaptés à cette nouvelle forme de combat, se mettra en place progressivement.

-Le 18^e RPC du lieutenant-colonel DUCOURNEAU a été immédiatement engagé ;

-Le 3^{ème} Etranger est dépêché dans les Aurès en Janvier 1955, sous les ordres du colonel THOMAS ;

-La 13^{ème} DBLE, du lieutenant-colonel ROSSI, s'établit sur le versant saharien sauvage du massif des NEMENCHA et les autorités attendaient l'arrivée espérée des troupes reconditionnées ; issues du conflit indochinois.

Jean SERVIER :

Il y a un homme qu'on ne peut oublier dans cette commémoration c'est l'ethnologue Jean SERVIER :



Né à Constantine en 1918, décédé le 1er mai 2000, Jean SERVIER fut un des meilleurs découvreurs de la « *civilisation berbère* », qu'il a mise en valeur après l'avoir étudiée sur le terrain de 1949 à 1955.

La spécificité berbère, manifestée par l'opposition de la wilaya 3 à BEN-BELLA en 1962, puis par le printemps kabyle de 1980, est revenue sur le devant de la scène en 2001, démentant ainsi les partisans de la Révolution algérienne et de l'arabisme, pour lesquels il s'agit d'un mythe forgé et imposé par le colonialisme.

La connaissance acquise dans les villages berbères d'Algérie, et les amitiés construites, l'ont conduit à s'engager dans la lutte contre le FLN de 1954 à 1958.

Le terrorisme, les meurtres d'enfants, la torture des femmes, la résurgence du rêve sanglant du djihad renforcent encore son engagement, qui s'explique également par son ascendance pied-noir, et par son attachement à l'armée, attestée par d'éminents services militaires :

- engagé volontaire d'avril 1938 à avril 1941, après un stage de formation à l'Ecole des liaisons de Reims en 1939, est affecté comme aspirant à la 7^{ème} Armée en guerre,
- rappelé au service de janvier 1943 à janvier 1946, officier de liaison auprès de la 8^{ème} Armée US en Italie, affectation au 4^{ème} Spahis marocains en juin 1944, puis officier interprète à l'état-major de l'armée de Lattre en juillet.

La Toussaint sanglante dans l'Aurès.

Il est présent à ARRIS, chef-lieu de la commune mixte de l'Aurès, le 1^{er} novembre 1954, jour de la « *Toussaint rouge* », alors que la ville est mise en état de défense contre l'insurrection qui a été lancée pendant la nuit ; apprenant l'attaque qu'a subie l'autocar Biskra-Arris dans les gorges de Tighanimine (à 18 km), il se porte au secours de Guy et Jacqueline MONNEROT, laissés blessés au bord de la route.

Par la suite, il s'engage pour la défense de l'Algérie française.



La connaissance en profondeur des Chaouia, qui chez lui n'est pas superficielle mais extensive, le met en position de faire face au déclenchement de la rébellion le 1er novembre 1954 à ARRIS. Il n'est pas nécessaire de rappeler les conditions de son intervention au secours de Madame MONNEROT dans les gorges de Tighanimine, ni l'attribution des 50 fusils de la Commune mixte à l'agha MERCHI, caïd du douar, chef de la fraction des Ouled

Daoud (vulgairement Touabas) opposée au chef rebelle Mostefa BEN-BOULAÏD. « *Je ne regrette pas, écrit-il en février 1999, d'avoir pris l'initiative d'aller chercher l'instituteur dans les gorges...même si je l'ai payé de ma carrière* » (universitaire).

Brusquement la révolte prenait un autre aspect, ce n'était plus une guerre de libération menée par tous les musulmans contre les chrétiens, mais une rébellion ouverte contre la loi. Du côté de l'ordre et de la paix française, il y avait des musulmans, et de l'autre côté, dans l'ombre, quelques Français se réjouissaient de ces troubles et, en secret, aidaient sans doute déjà les rebelles ». Ainsi les instituteurs communistes refusaient-ils de participer à la défense d'Arris (G. LAFFLY).

Au-delà de ces péripéties, ce qu'il faut souligner, c'est la prescience et l'avenir de la démarche de Jean SERVIER, fondatrice dans l'Algérie en guerre des autodéfenses et des harkas. Le capitaine ANGLADA, fondateur de la SAS d'ARRIS, rapporte qu'en 1956 plus de 500 Touabas, étaient incorporés dans de nombreuses formations supplétives, harkas, GMPR et maghzens, sans compter les autodéfenses des villages. Ils resteront fidèles à leur engagement jusqu'au cessez-le-feu en 1962.



■ NOS MORTS de la TOUSSAINT Rouge ■

Civils :

- AZOULAY Georges, chauffeur de taxi ;
- BEN AMAR Haroun, agent de police ;
- BRAUN François, garde forestier ;
- FRANCOIS Laurent (22 ans) en tentant d'alerter la gendarmerie de CASSAIGNE (Il sera cité à l'ordre de la Nation pour son courage) ;
- MONNEROT Guy, instituteur ;
- SADOK Ben Hadj, Caïd ;



Une rue de Montpellier de nos jours

Militaires :

- AUDAT Pierre ;
- COCHET Eugène, brigadier-chef ;
- DARNEAU Roland, Lieutenant ;
- MARQUET André.

Toutes nos pensées émues leurs sont dédiées.

BONNE JOURNEE A TOUS.

Jean-Claude ROSSO